

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Air Liquide France Industrie

2 rue du Sauzai
69320 Feyzin

Références : UDR-CRT-25-56-HD
Code AIOT : 0006103714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement Air Liquide France Industrie implanté Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à contrôler les suites apportées aux demandes issues de la visite du 21 avril 2021 concernant l'action nationale 100 m autour des Seveso Seuil Haut et Seuil Bas.

Les demandes ont été formalisées dans le rapport UDR-CRT-128-JD du 26/04/21, l'exploitant y a répondu par courrier du 26 Juillet 2021 cependant certaines des réponses demandent à être complétées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie

- Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Air Liquide France Industrie (ALFI), située sur la plate-forme de Belle-Étoile à Saint-Fons, exploite une installation de production de dihydrogène par réformage de méthane à la vapeur. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 19 octobre 1998 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,1	Sans objet
2	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,2	Sans objet
3	Plan d'urgence interne	Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,4	Sans objet
4	Produits	Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,3,1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis par l'inspection montrent que les prescriptions contrôlées sont respectées. Cependant les constats mettent en évidence que l'EDD du site doit être complétée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,1
Thème(s) : Risques accidentels, Mutualisation de la gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : Une équipe d'intervention est constituée par au moins deux personnes qui sont en permanence sur le site. Ces agents sont parfaitement formés à cet effet.
Constats : Suite à la visite du 21 Avril 2021, l'inspection a fait le constat et la demande suivant : <i>"L'exploitant explique qu'ils ont une convention avec la PIPS qui précise les actions qu'ils peuvent réaliser ou non par la PIPS. En permanence, une personne d'Air Liquide est d'astreinte et affectée à Belle-Etoile. Demande n°1 : L'exploitant envoie par voie électronique un exemplaire de la convention avec la PIPS".</i> L'exploitant a répondu par courrier du 26 Juillet 2021 : <i>"Air Liquide n'a pas de convention en direct avec la PIPS. C'est DOMO qui a le contrat avec la PIPS. Nous avons une convention de prestations de services avec DOMO que vous trouverez en pièce jointe."</i> Par courriel du 31/01/25, l'exploitant a transmis le contrat de gouvernance de la sécurité de la plate forme industrielle Sud Lyon daté du 6/11/2020 auquel il adhère en tant qu'industriel hébergé

<p>sur la plate forme Polytechnyl de Belle Étoile.</p> <p>L'inspection constate qu'il n'est pas fait référence aux moyens communs de la plate forme notamment ceux de la PIPS dans l'EDD d'air liquide Saint Fons de septembre 2017. L'inspection constate également la présence permanente de deux agents de la PIPS sur la plate forme Polytechnyl de Belle Étoile.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 :</p> <p>L'exploitant identifie les mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur dans son EDD.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ressources en eau et mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont assurés par des moyens propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit minimum de 300 m3/h sous 10 bars peut être assuré. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Les poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables. L'établissement dispose de réserves d'au moins 400 litres de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 21 Avril 2021 l'inspection a fait le constat et les demandes suivants : "Les bornes incendie ne sont pas sur le site d'Air Liquide, ce sont les bornes de la société Polytechnyl qui sont utilisées et entretenues par la PIPS. L'exploitant ne vérifie pas que les contrôles des bornes pouvant servir sur son site soient contrôlés par la PIPS. L'exploitant ne sait pas exactement où est située la réserve de 400 litres d'émulseurs et si cette quantité est bien spécifiquement présente sur la plateforme pour ce site. Cette quantité ne doit pas être comprise dans les réserves de mousse de Polytechnyl ou d'un autre exploitant signataire de la convention plateforme. Le contrôle des extincteurs est réalisé par la PIPS, le dernier rapport de contrôle datant de septembre 2020 a été consulté. <u>Demande 2</u> : L'exploitant s'assure qu'une réserve d'émulseur de 400 l lui est spécifiquement dédiée sur la plateforme de Belle-Etoile et précise son emplacement. S'il s'agit d'une réserve mobile, il précise quel véhicule. <u>Demande n°3</u> : L'exploitant doit être capable de montrer la conformité des bornes incendies nécessaire à une intervention sur son site. Un extrait de l'EDD en page 181 précise : « ALFI bénéficie des moyens matériels et humains de la plateforme de Solvay. <u>Demande n°4</u> : L'exploitant envoie par voie électronique un exemplaire de la convention avec Polytechnyl. Réponse »"</p> <p>L'exploitant a répondu par courrier du 26 Juillet 2021 : "Le contrat de prestations de services prévoit les interventions incendie, blessé et pollution. Il n'y a pas de réserve d'émulseur mais les</p>

consommables tels que l'émulseur sont fournis dans le cadre de ce contrat de prestations de services. Plusieurs bornes à incendie sont situées à proximité de notre unité de Belle Etoile et le suivi est assuré par DOMO. La convention de prestations de services avec DOMO figure en pièce jointe."

L'exploitant a transmis un contrat de prestation de service datant de 2003 entre Rhodia PI Belle Étoile et Air liquide Hydrogène puis a fourni une mise à jour de ce contrat datée du 27/10/2023 le jour de l'inspection.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du dimensionnement des moyens identifiés dans la prescription sus visée (débit et pression d'eau du réseau de 300 m³/h sous 10 bars). De plus, l'EDD du site n'identifie pas le besoin en eau incendie et les moyens de défense incendie nécessaires.

L'inspection informe l'exploitant qu'en octobre 2023, des essais ont été réalisés à l'initiative de Polytechnyl sur le réseau HP de la plateforme de Belle-Etoile et qu'un débit cumulé de 550 m³/h a pu être obtenu aux différents poteaux incendie HP au niveau de la zone Sud de la plateforme. De plus, il s'avère que les moyens du SDMIS ne sont pas en capacité de s'alimenter sur le réseau haute pression puisque les engins ne supportent pas plus de 5 bar de pression. La PIPS et le SDMIS souhaitent que le second réseau d'eau de la plateforme de Belle-Etoile, à savoir le réseau Basse pression (BP - 3 bar), soit considéré comme une source d'eau d'extinction complémentaire au réseau HP.

L'inspection constate que Polytechnyl doit être en mesure de fournir les moyens pour une intervention sur le site de polytechnyl mais que l'exploitant n'a pas dimensionné le besoin en eau incendie et les moyens de défense incendie nécessaires pour ses installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 :

L'exploitant identifie les besoins en eau incendie et les moyens de défense incendie nécessaires pour ses installations dans son EDD. Il s'assure que ces moyens sont disponibles sur la plate forme de Belle étoile.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'urgence interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,4,4

Thème(s) : Risques accidentels, plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

L'exploitant établi un plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, dont la diffusion de l'alerte, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incendie, d'accident ou d'incident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan et ses mises à jour sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Suite à l'inspection du 21 Avril 2021 l'inspection a fait le constat et les demandes suivants : " En page 183 de l'EDD il est précisé : « ALFI dispose de son propre POI ». L'exploitant précise que le POI date de 2018 et qu'une version a dû être envoyée à l'inspection. Il sera révisé d'ici la fin de l'année 2021. Le POI ne contient pas d'écrit concernant l'articulation avec les plans d'urgence des autres

industriels présents sur la plateforme sachant que plusieurs exploitants sont présents en salle POI en cas de déclenchement sur Air Liquide. Demande 5 : Une version électronique du POI est transmise à l'inspection. Demande 6 : Des précisions sont attendues sur l'articulation du POI d'Air Liquide vis-à-vis des autres plans d'urgence des industriels de la plateforme. L'exploitant analysera la pertinence d'une évolution de son POI dans ce sens. - à l'occasion de la révision du POI prévue d'ici la fin 2021"

L'exploitant a répondu par courrier du 26 Juillet 2021 : " La version électronique en format pdf du POI 2018 est annexée à ce courrier. La révision du POI prévue avant la fin de l'année intégrera une présentation de l'articulation des autres plans d'urgence des industriels de la plateforme et une évolution dans ce sens si nécessaire."

L'exploitant a transmis la révision 5 de son POI de mars 2022. Ce document a été transmis à Polytechnyl par courriel le 24/04/2024 pour l'exercice commun du 30 avril 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/1998, article 6,3,1

Thème(s) : Risques accidentels, rétention des eaux d'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de sécurité prévues par le code du travail.

Constats :

Suite à l'inspection du 21 Avril 2021, l'inspection a fait le constat et les demandes suivants : " L'exploitant n'utilise pas de produits hormis des gaz, des huiles pour le graissage et des amines pour le traitement de l'eau. La FDS des amines a été consultée, elles sont notamment classées H412. En cas de sinistre, l'exploitant indique que les rejets seraient déversés dans les égouts de Polytechnyl qui devrait alors les détourner au bassin grand sinistre. Les risques sont principalement thermiques et de surpression dus au gaz et au processus. Demande n° 7 : L'exploitant apporte une preuve de l'accord de Polytechnyl, pour qu'en cas de sinistre sur son site, les eaux soient détournées au bassin grand sinistre de Polytechnyl."

L'exploitant a répondu par courrier du 26 Juillet 2021 : " A ce stade, nous n'avons pas de convention de rejets avec DOMO. Nous avons rédigé un projet de convention de rejets."

L'exploitant a montré l'accord de Polytechnyl pour l'envoi des eaux d'extinction incendie au bassin grand sinistre (Courriel du 11/02/2025 sur demande du PCex). En revanche, l'inspection constate que les mesures de gestion des eaux incendies et le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ne figurent ni dans l'EDD ni dans le POI de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 3 :

L'exploitant identifie les mesures de gestion des eaux incendies et le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction dans son EDD.

Type de suites proposées : Sans suite

